

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50243

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ausgeführt zu werden« (S. 239). Die ahistorisch-verquere Sichtweise des Autors führt dann zu einer Kapitelüberschrift wie »Siegerjustiz zum zweiten« (S. 264), unter der es um die französischen Bemühungen nach 1945 geht, die Verbrechen während des Zweiten Weltkriegs juristisch aufzuklären. Auch bei den Illustrationen finden sich entsprechende Beispiele: Dokumente mit NS-Symbolik werden unkommentiert abgedruckt, z. B. das Deckblatt der Betriebsordnung der Völklinger Hütte (S. 232) oder eine Beglückwünschung von Arbeitsjubilaren vor der Hakenkreuzfahne (S. 345). Der Autor zeigt auch keine Distanz zu »seinen Röchlings«, wenn es um die Beschreibung der Rückübertragung der Vermögenswerte nach dem gescheiterten Europastatut-Referendum von 1955 geht. Der Unternehmensfamilie, die sich »als Opfer der Zeitumstände« fühlte, gelang es, den deutschen Steuerzahler für die Rückgewinnung und Vermehrung ihres Besitzes an der Saar einzuspannen: Der von der Bundesregierung dem Unternehmen gewährte Kredit von 36 Millionen Mark wurde über die gesamte Laufzeit von nahezu 17 Jahren letztlich zinsfrei gesetzt! Zufrieden stellt der Autor fest, daß trotz der anfangs bestehenden finanziellen Belastungen »aus der Sicht der Röchlings hier von einem Erfolg gesprochen werden kann« (S. 296).

Handwerkliche Fehler – so wird das allgemeine Männer-Wahlrecht bereits 1849 in Deutschland (sic!) eingeführt (S. 155) –, das Übersehen des wichtigsten neueren wissenschaftlichen Werkes zur saarländischen Wirtschaftsgeschichte nach 1945 von Armin Heinen (Saarjahre. Politik und Wirtschaft im Saarland 1945–1955, 1996) runden dieses negative Bild ab. Festzuhalten bleibt, daß mit dem Buch von Seibold eine große Chance vertan wurde, endlich auch aus den Unternehmens- und Familienakten heraus eine wissenschaftliche Geschichte dieser wichtigen Familie zu schreiben. Darüberhinaus wäre es wahrscheinlich auch für einige der direkten Adressaten des Buches, die Mitglieder der Röchling'schen Familiengemeinschaft, nicht verkehrt gewesen, Genaueres zu den politischen Rahmenbedingungen zu erfahren, unter denen das Unternehmen seinen Profit bislang erwirtschaftete.

Rainer MÖHLER, Saarbrücken

La Chute du Mur de Berlin, sous la dir. de Nicole PELLETIER et Jean MONDOT, Pessac (Presses universitaires de Bordeaux) 2004, 192 p. (Crises du XX^e siècle), ISBN 2-86781-345-X, EUR 30,00.

Voici les actes d'un colloque qui s'est tenu à l'université Michel Montaigne de Bordeaux en 1999 pour le dixième anniversaire de la chute du Mur de Berlin. Nous y trouvons rassemblées des contributions qui n'ont pas perdu de leur intérêt en six ans.

Horst MÖLLER évoque la partition de l'Allemagne de la division à l'unité dans le cadre de la Guerre froide. Il constate que les Alliés furent jadis guidés par la volonté de rétablir un certain équilibre en Europe en éliminant le danger politique représenté par l'Allemagne et en appliquant le principe de »containment« de Kennan. Möller insiste aussi sur la politique à l'Est de Brandt et ses acquis incontestables qui facilitèrent le règlement rapide de l'unification allemande en 1990. Mais il ne néglige pas non plus la faiblesse de la RDA et sa crise fondamentale comme autre facteur favorable à la chute du Mur. Alain RUIZ s'attache à définir toute une terminologie: le terme d'unification – par opposition à celui de réunification – qui met l'accent sur la nouveauté du phénomène; celui de *Wende*, le tournant, privilégié par Bärbel Bohley, par rapport aux bouleversements (*Umbruch*) entraînant une forte contestation. Il y aurait eu un second tournant après la chute du Mur pour appeler à l'unification allemande et, effectivement, rien de comparable à la création du Reich allemand de 1871, puisque sa réalisation se serait effectuée en accord avec les puissances étrangères et non contre elles. Quant à ce nouvel État allemand, il ne serait limité ni par les frontières du Saint Empire germanique, ni par celles du Reich allemand d'avant 1945. Et pourtant, il continuerait à s'inscrire dans une certaine tradition, ne serait-ce que celle du fédéralisme. Hanns Jür-

gen KÜSTERS étudie les relations entre Kohl et Mitterrand à partir de 1982, tout en les situant bien dans le contexte international (l'évolution démocratique de la Pologne, la politique américaine de «partner in leadership» de Bush père, la volonté d'auto-détermination des Allemands, le désir de Mitterrand de voir perpétuer le statu quo, l'ouverture de la frontière hongroise). Küsters met en lumière l'habileté de Kohl face aux puissances étrangères, en particulier l'Union soviétique de Gorbatchev. C'est ainsi que Mitterrand va peu à peu infléchir son attitude face à la promesse d'une intégration européenne de la nouvelle Allemagne et de son acceptation de la monnaie unique. Vue sous cet angle, l'unification allemande serait le produit de compromis, en particulier celui de l'abandon du deutschemark. Sylvie GUILLAUME se penche sur la politique étrangère du parti socialiste français pendant l'époque de relations conflictuelles entre Mitterrand et son ministre Rocard. Elle utilise essentiellement les débats du Parlement et leur relais dans la presse par des canaux médiatiques indirects tels que «Le Monde» et «Le Nouvel Observateur». La chute du Mur est accueillie avec surprise. Bientôt, c'est le plan en dix points de Kohl qui suscite l'attention: pour Mitterrand, il vaudrait mieux parler de «confédération européenne»; le groupe socialiste s'oppose aux communistes, favorables à une Allemagne neutralisée et démilitarisée; les débats tournent vite sur les conséquences économiques d'un tel bouleversement. Mais ce qui frappe surtout, c'est l'unanimité d'une gauche qui se veut l'héritière des idéaux de la Révolution française. Édouard HUSSON retrace les aléas des relations franco-allemandes dans les années 1980 et les multiples différends qui conduisent inévitablement à un rétrécissement de la perspective. Quant au renforcement de l'OTAN après 1990, il serait paralysant et sclérosant pour le rapport franco-allemand. Même les institutions de coopération franco-allemande seraient un frein au renouveau de l'action commune pour laquelle il n'existerait pas de véritable volonté politique. Husson est donc assez pessimiste face à une économie mondiale à la merci des cycles économiques américains, de la période de transition que doit traverser la nouvelle Allemagne et d'instruments de concertation qui seraient devenus une fin en soi. Stephan MARTENS juge que la chute du Mur fait éclater la stabilité européenne, fondée sur un système bipolaire et qu'elle met la question allemande au centre de toutes les préoccupations. Mais, les relations franco-allemandes reposeraient, en fait, sur une ambiguïté fondamentale depuis 1950, même si la France et l'Allemagne furent les moteurs de la construction européenne. Au moment de l'unification, c'est la symbiose entre les États-Unis et l'Allemagne qui frappe et change la donne du bilatéralisme franco-allemand. Il s'agit dorénavant d'un processus volontariste et, surtout avec le changement de génération au pouvoir, d'une alliance incertaine pour l'avenir. Jérôme VAILLANT considère l'évolution rapide de Mitterrand, d'abord farouchement opposé à l'unification allemande, puis l'admettant sous conditions – si elle se fait pacifiquement et démocratiquement. Le problème de la délimitation des frontières est déjà réglé depuis les traités de Moscou et de Varsovie en 1970. Et si l'unification se réalise conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale, il n'est pas de remise en cause possible. La politique allemande de la France serait une politique du raisonnable, qui ne voudrait pas d'emblée s'aligner sur celle des États-Unis.

L'ouvrage se clôt sur un certain nombre de témoignages, parmi lesquels est classé également l'article de Günther HEYDEMANN, sans doute parce qu'il est professeur d'histoire allemande à l'université de Leipzig. Il donne des exemples de la complexité de la *Wende* à Arnstadt, Plauen et Wurzen et montre qu'elle a débuté dans les grandes villes, les centres plus petits reprenant ensuite le flambeau. Les autres interventions sont celles de deux pasteurs protestants: Bernd Albani qui défend la thèse de l'*Anschluss* de la RDA; Friedrich Schorlemmer plus modéré, qui insiste sur le nouveau visage de villes rénovées à l'Est. Quant à Joachim Gauck, Commissaire fédéral chargé des archives de la *Stasi*, il évoque le difficile travail de retour sur le passé que doivent effectuer les Allemands. Nous trouvons, enfin, une étude sur l'évolution du système des partis allemands dans l'Allemagne unifiée.

Anne-Marie CORBIN, Rouen